

Brochure n° 3288

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1944. – PERSONNEL NAVIGANT TECHNIQUE**  
**DES EXPLOITANTS D'HÉLICOPTÈRES**

**AVENANT N° 19 DU 15 AVRIL 2018**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2018**

NOR : ASET1850704M  
IDCC : 1944

Entre :  
SNEH,  
D'une part, et  
SNPNAC,  
D'autre part,  
il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Conformément à l'article L. 2241-1 du code du travail, les partenaires sociaux se sont réunis en commission nationale mixte le 27 février 2018 afin de négocier sur les salaires.

Au vu notamment de l'inflation constatée au titre de l'année 2017, les parties signataires conviennent de revaloriser les salaires minima au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet du présent avenant*

Le présent avenant porte sur la mise à jour de la grille des salaires de la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères (IDCC 1944), afin notamment de tenir compte de l'inflation constatée en 2017.

**Article 2**

*Salaires minima conventionnels au 1<sup>er</sup> janvier 2018*

Les parties sont convenues de fixer les valeurs figurant à l'article 14 B de l'annexe I de la convention collective nationale, comme indiqué ci-après, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

FONCTION EXERCÉE DANS L'ENTREPRISE	PPH/CPL (H)	PPH IFR/CPL (H) IR	PLH/ATPL (H)
Salaires brut en euros de base sans ancienneté	3 005	3 665	4 687

FONCTION EXERCÉE DANS L'ENTREPRISE	PPH/CPL (H)	PPH IFR/CPL (H) IR	PLH/ATPL (H)
Salaire brut en euros de base avec application de la clause d'ancienneté définie dans la convention pour :			
2 ans	3 065	3 739	4 782
3 ans	3 095	3 776	4 828
4 ans	3 125	3 811	4 874
5 ans	3 156	3 848	4 922
6 ans	3 185	3 886	4 969
7 ans	3 215	3 922	5 016
8 ans	3 245	3 958	5 063
9 ans	3 275	3 995	5 109
10 ans	3 305	4 032	5 156
11 ans	3 336	4 069	5 203
12 ans	3 366	4 105	5 250
13 ans	3 395	4 141	5 297
14 ans	3 426	4 179	5 343
15 ans	3 456	4 216	5 390

Pour les pilotes agricoles :

POUR 330 HEURES DE VOL PAR AN	2 369
Prime horaire de vol entre 330 et 500 heures de vol (en euros)	60

Abattement de 20 % et d'une durée maximale de 18 mois pour les pilotes ayant moins de 1 200 heures de vol (dont 50 % faites sur hélicoptères).

### Article 3

#### *Primes résultant de l'annexe II à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018*

Il résulte de l'application de l'annexe II du 18 juillet 2003 à la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères, étendue par l'arrêté du 26 décembre 2003, que les aspects de la rémunération mentionnés à l'article 14 de cette annexe sont modifiés comme suit :

Une prime brute mensuelle (au prorata de la période d'emploi correspondant aux activités) en contrepartie des spécificités et contraintes qui résultent de cette annexe II, notamment les services de nuit, est établie :

- dans le cas des activités définies aux articles 3.1 et 3.2 de l'annexe II, à un montant mensuel de 436,15 € ;
- dans le cas des activités définies à l'article 3.3 de l'annexe II, à un montant mensuel de 479,76 €.

### Article 4

#### *Clause de revoyure*

Les parties conviennent de se réunir en octobre 2018 pour étudier l'opportunité de compléter le présent avenant, au regard de l'évolution du pouvoir d'achat sur l'année 2018.

## **Article 5**

### *Champ et durée d'application*

Le champ d'application du présent avenant est celui de la convention collective nationale du personnel navigant technique des exploitants d'hélicoptères (IDCC 1944).

Cet avenant est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 6**

### *Modalités pour les entreprises de moins de 50 salariés*

Compte tenu de la nature de cet accord relatif aux salaires minima, il n'est pas institué de dispositions particulières pour les entreprises de moins de 50 salariés.

## **Article 7**

### *Clause de non-dérogação*

Les accords d'entreprise ou d'établissement conclus dans les entreprises et établissements entrant dans le champ d'application du présent avenant ne peuvent pas y déroger, sauf s'ils prévoient des dispositions plus favorables.

## **Article 8**

### *Organisation du droit d'opposition*

Les organisations syndicales de salariés représentatives dans le champ du présent avenant disposent d'un délai de 15 jours pour exercer leur droit d'opposition dans les conditions prévues par la législation et la jurisprudence, à compter de la notification de l'avenant conformément aux dispositions du code du travail.

## **Article 9**

### *Révision et dénonciation*

Le présent avenant peut faire l'objet d'une révision et d'une dénonciation conformément aux dispositions en vigueur du code du travail.

## **Article 10**

### *Dépôt, extension et publicité*

Conformément à la législation en vigueur, dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par les organisations syndicales représentatives, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension.

Le présent avenant fera également l'objet d'une publicité sur la base de données nationale.

Conformément à la législation en vigueur, le présent accord sera publié, au titre de la période transitoire, dans une version ne comportant pas les noms et prénoms des négociateurs et des signataires.

## **Article 11**

### *Modalités d'application*

Les dispositions du présent avenant sont applicables, dès sa signature, aux entreprises adhérentes à l'organisation professionnelle d'employeurs signataire.

Elles le seront aux entreprises couvertes par la CCN PNT EH et non adhérentes à l'organisation professionnelle d'employeurs signataire 1 jour franc suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 15 avril 2018.

(Suivent les signatures.)